



VERS UNE EUROPE PLUS ETROITE

*L'héritage des Traités de Rome
pour l'Europe d'aujourd'hui*

*Exposition itinérante à l'occasion
du 60^{ème} Anniversaire des Traités de Rome, 1957 - 2017*

ORGANISÉE PAR

Archives historiques de l'Union européenne, Institut universitaire européen

EN COLLABORATION AVEC

Parlement européen

Commission européenne

Conseil de l'Union européenne

Presidenza del Consiglio dei Ministri, Dipartimento per le Politiche Europee

Ministero degli Affari Esteri e della Cooperazione Internazionale

Agenzia ANSA - Agenzia Nazionale Stampa Associata

COORDINATION SCIENTIFIQUE:

Centre de recherche Alcide De Gasperi, Institut universitaire européen

GRAPHISME:

Kidstudio.it

EXPOSITION VIRTUELLE:

Conseil de l'Union européenne

CONTACTS:

Archives historiques de l'Union européenne

Institut universitaire européen

Villa Salviati, via Bolognese 156

50139 Florence - Italie

Téléphone: +39 055 46854662

archiv@eui.eu



www.rometreaties.eu

L'EUROPE : LES FUTURS DÉFIS

Les Traités de Rome ont légué un précieux héritage de coopération politique et économique entre les pays européens.

Malgré les importants changements géopolitiques ayant eu lieu en Europe depuis 1957, l'objectif d'une « union sans cesse plus étroite » visé par le Traité fondateur de la CEE n'a pas encore été atteint. En effet, l'UE est encore confrontée à plusieurs défis de taille dont la résolution conditionnera le destin d'une Europe unie. La politique européenne de voisinage doit traiter de sujets sensibles avec la Fédération Russe et avec les pays du sud de la Méditerranée.

L'instabilité politique en Afrique et au Moyen-Orient touche directement l'Union européenne vers laquelle affluent les migrants en provenance de ces régions. Dans le domaine international, la force de l'UE dépendra de la capacité de

ses États membres à accorder leurs voix dans le cadre de la Politique étrangère et de sécurité commune. Sur le front intérieur, la crise économique et financière prolongée demande une attention continue de l'UE et de ses États membres pour trouver la juste mesure entre croissance et austérité. Dans ce contexte, la lutte contre le chômage et le développement d'un marché intérieur, capable d'équilibrer aspects sociaux et économiques, sont devenus des enjeux cruciaux pour l'UE.

Le résultat du référendum britannique relatif à son appartenance européenne exige de l'Union une réflexion sur la cohésion et la solidarité entre ses membres.

Pour répondre aux futurs défis, l'Union européenne a lancé en 2016 une 'Stratégie Globale' fondée sur une vision partagée et une action commune pour une Europe plus forte et plus unie.



Opération de sauvetage menée par l'Agence européenne de garde-frontière et de garde-côtes (FRONTEX) au large de la côte libyenne, le 20 août 2014 (ANSA/ Giuseppe Lenti)



Dépenses des budgets dans les zones de monnaie fiduciaire, 24 juin 2016. À l'occasion du référendum britannique sur le maintien de la Grande-Bretagne au sein de l'Union européenne, 100% des dépenses ont été le mot (ANSA/ EPA/ Danny Lawson)



Sommaire informel des chefs d'État et de gouvernement des 27 États membres de l'Union européenne à la Maline (Malte), 18 février 2017. Au terme de la rencontre, centrée sur le développement de la coopération concernant la protection de la migration migratoire vers l'UE, le président du Conseil européen, Donald Tusk, a lancé son appel à l'Union européenne et à ses membres : « L'UE doit continuer, de plus en plus, à être une Union européenne / Europe unie ».



À travers la 'Stratégie Globale' pour la politique extérieure et de sécurité de l'Union européenne, le 22 juin 2016, l'UE a lancé une nouvelle stratégie internationale et de politique étrangère, visant ses principes fondateurs.



"Porta d'Europa", œuvre de l'artiste Mimmo Paladino inspirée par les événements dramatiques vécus par les milliers d'immigrés et de demandeurs d'asile s'exposant à tous les risques pour atteindre l'Europe dans l'espoir d'une vie meilleure (ANSA/ Tiberio Barcielli)

VERS LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

1941
1957

de proue.

La première tentative de renforcement de l'intégration européenne se fit à travers la création d'une Communauté européenne de défense (CED) qui inclut le projet d'Alcide De Gasperi pour une Communauté politique européenne. L'échec de cette tentative en 1954 provoqua une période de crise mais fut également une opportunité pour la relance du projet d'intégration européenne. Organisée par Paul-Henri Spaak, la rencontre des ministres des Affaires étrangères des États membres de la CECA à Messine, en juin 1955, mena en effet à l'ouverture de pourparlers qui culminèrent avec la signature des Traités de Rome le 25 mars 1957. Ces derniers donnèrent naissance à la Communauté économique européenne (CEE) et à la Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEA).

Le projet d'une Europe unie s'est concrétisé après la Seconde Guerre mondiale. L'idée de Jean Monnet d'utiliser l'intégration économique comme instrument de réconciliation politique a posé les bases de la décision prise par la Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la France, les Pays-Bas, l'Italie et le Luxembourg de créer, en 1950, la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA). Ce projet n'était pas seulement économique mais aussi politique et symbolique. Il ouvrait la voie à la réconciliation franco-allemande, préalable à l'établissement d'un nouveau système de relations entre les États européens. Les intellectuels et la société civile organisée appelaient en outre à une Europe unifiée. Les mouvements fédéralistes, partisans d'une véritable fédération européenne, furent particulièrement actifs. Altiero Spinelli devint l'une de leurs principales figures



Présentation d'Alcide De Gasperi au Parlement européen pour la CECA, le 25 mars 1957.



Déclaration commune, texte préparé par les membres de la Communauté économique de charbon et de l'acier (CECA) et présenté le 9 mai 1950 par Robert Schuman, président de la Haute Autorité européenne (HAE).



Télégramme adressé à la mise en place de la Communauté européenne de charbon et d'acier le 23 juillet 1952 (AMU).



Cette carte illustre le territoire de la CECA, la Communauté économique de charbon et d'acier, créée par le Traité de Paris le 18 avril 1951, signé par les ministres des Affaires étrangères de France, d'Allemagne, d'Italie, de Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg (BENELUX).



Signature des Traités de Rome établissant la CEE et la CEEA, Rome, 25 mars 1957 (ACAV).



DE ROME À MAASTRICHT | 1958 1992

Le 1^{er} janvier 1958 débutèrent les activités officielles de la CEE, de la CEEA et de leurs principales institutions – la Commission, le Conseil des ministres, l'Assemblée parlementaire et la Cour de Justice. La première décennie des Communautés européennes fut marquée par d'importants développements. Dans le cadre de la CEEA, les premiers partenariats furent établis concernant la recherche nucléaire. Du côté de l'économie et des institutions communautaires, la CEE vit le lancement de la **POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE** (1962) et l'achèvement de l'**UNION DOUANIÈRE** (1968). La CEE confirma ainsi sa position dans le commerce international. Elle jeta aussi les bases d'une politique communautaire de **COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT** à travers la Convention de Yaoundé (1963). Au niveau politique, les années 60 furent marquées par le veto français sur la candidature d'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE ainsi que par les divergences entre la vocation supranationale de la Commission CE et la vision intergouvernementale de Paris.

Le succès économique de la Communauté ainsi que les profonds changements politiques et sociaux conduisirent les Six à se réunir à La Haye en décembre 1969, en vue de l'**ÉLARGISSEMENT** et du déploiement de nouvelles politiques en matière **MONÉTAIRE, SOCIALE, ENVIRONNEMENTALE** et **RÉGIONALE**. Quant au Parlement européen, il renforça sa légitimité démocratique grâce aux premières élections directes de 1979.

Les années 80 furent caractérisées par la finalisation du **MARCHÉ UNIQUE** et la relance de l'**INTÉGRATION MONÉTAIRE**. En 1986 la signature de l'Acte unique européen servit d'assise à une Europe plus intégrée sur les plans politique et économique. Elle ouvrit la voie à la création de l'**UNION EUROPÉENNE** au lendemain de la fin de la guerre froide, avec l'entrée en vigueur du **TRAITÉ DE MAASTRICHT** le 1er novembre 1993.



Le Centre commun de recherche CCRPAA fut créé par le Traité EURATOM afin de favoriser le collaboration entre les centres de recherches nationaux dans les domaines scientifiques et technologiques (AUCUE)



Première réunion de la Commission des CE, sous la présidence de Walter Hallé, le 10 décembre 1957 (AUCUE)



Convention de Yaoundé entre la CEE et les États africains belgiques associés (EABEA) entrée en vigueur le 24 février 1964 (AUCUE)



Bulletin hebdomadaire de la Commission des CE, sur la construction de routes de la construction européenne sous La Haye en décembre 1969 (AUCUE)



DECLARATIONS OF THE EUROPEAN COUNCIL RELATING TO THE INTERNAL MARKET

"The European Council... instructs the Council to... to decide, before the end of March 1982... on the priority measures intended to the Commission to reinforce the internal market"
Copenhagen, 1/11 December 1982

"I, as the Council and the Member States to put in hand without delay a study of the measures which should be taken to bring about in the near future... the abolition of all duties and customs formalities for goods crossing inter-Community frontiers..."
Pöchlarnitzsee, 25/26 June 1984

Compte rendu de l'Assemblée parlementaire européenne sur le processus de la construction européenne sous La Haye en décembre 1969 (AUCUE)

"The European Council... agrees that the Council, in its preparatory functions... should take steps to complete the internal market, including harmonization of European standards"
Maastricht, 3/11 December 1986

"... the European Council laid particular emphasis on the following... fields of action :
to assist to achieve a single large market by 1992 thereby creating a more favourable environment for stimulating enterprise, competition and growth. It called upon the Commission to draw up a detailed programme with a specific timetable before its next meeting".
Brussels, 29/30 March 1985

Déclaration du Conseil européen relatif au LEMM (Mars) de la Commission européenne sur l'achèvement du marché intérieur, 30 mars 1985 (AUCUE)



Europa wartet auf Deine Stimme



L'UNION EUROPÉENNE APRÈS MAASTRICHT

1993
2017

Durant la décennie qui suivit la signature du Traité de Maastricht, le **MARCHÉ UNIQUE** et l'**UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE** furent les principaux accomplissements de l'Union européenne. Le processus d'intégration fut d'autre part caractérisé, à partir de 1995, par des vagues d'élargissement qui firent passer le nombre des pays membres de 12 à 28. Après les divisions politiques et idéologiques de la guerre froide, ce processus renforça l'unification du continent européen. Une telle évolution de l'Union européenne nécessita un nouvel ensemble de réformes des Traités fondateurs pour améliorer le fonctionnement des institutions et le processus décisionnel. Le Traité de Maastricht fut ainsi réformé par les Traités

d'**AMSTERDAM** (1997) et de **NICE** (2001), suivis par la proposition d'un traité établissant une **CONSTITUTION EUROPÉENNE** (2004). Bien que celui-ci ne fût jamais ratifié car rejeté par les référendums tenus en France et aux Pays-Bas en 2005, il constitua la base du **TRAITÉ DE LISBONNE** (2007). Entré en vigueur le 1er décembre 2009, figurèrent parmi ses principales innovations le renforcement du rôle du Parlement européen, une coopération approfondie concernant les relations étrangères et la sécurité commune ainsi que l'extension des compétences communautaires relatives au contrôle des frontières extérieures, à l'immigration et à la coopération judiciaire et policière.



La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, proclamée par le Conseil, le Parlement européen et le Président européen devant le Miroir du Congrès européen tenu à Nîmes en décembre 2000, s'est vu attribuer un statut égal par le Traité de Lisbonne en 2007 (AGUE).



Note d'information de l'Union européenne et l'investissement économiquement les plus pays d'Europe continentale de l'Est en vue de leur entrée dans l'UE (AGUE).



Présente l'information de la municipalité de Fivole sur le développement de l'Union le 10 janvier 2005. Comme mentionné par les pays membres de l'UE, leur développement est visible (AGUE).



Josep Borrell, Premier ministre d'Espagne et Président du Conseil de l'UE et Luis Almeida, ministre portugais des Affaires étrangères, lors de la signature du Traité de Lisbonne au Parlement des Hémicycle de Lisbonne, 13 décembre 2007 (AGUE, 2007/13/AGUE).



Traité établissant une Constitution européenne, signé à Rome le 29 octobre 2004.



L'EUROPE ÉCONOMIQUE

Les pays fondateurs de la CEE avaient pour objectif un marché intérieur basé sur la libre circulation des **PERSONNES**, des **SERVICES**, des **BIENS** et des **CAPITAUX**.

Au cours des premières années de l'intégration communautaire, les veto nationaux, la surveillance territoriale et les barrières non-tarifaires empêchèrent la réalisation des « **QUATRE LIBERTÉS** ». Cependant, au milieu des années 80, les défis engendrés par la mondialisation

conduisirent les autorités européennes à renforcer le marché intérieur. En **JUN 1986**, la Commission européenne présidée par Jacques Delors publia un « Livre blanc » proposant des mesures destinées à contourner les obstacles fiscaux et réglementaires divisant la CEE. Un an plus tard, l'**ACTE UNIQUE EUROPÉEN** (1986) établit les prémices du développement du marché intérieur. Sa consolidation, assurée par l'**ACCORD DE SCHENGEN** (1985), permit la création d'une zone de libre circulation.

L'élaboration d'un marché intérieur supposait aussi une intégration monétaire, déjà initiée dans les années 70 avec le **SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN**. Jacques Delors et les dirigeants des banques centrales nationales projetèrent une **UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE**, basée sur la **LIBRE CIRCULATION DU CAPITAL**, une **BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE** et une **MONNAIE UNIQUE**. Cette nouvelle étape fut réalisée le 1^{er} janvier 2002 avec l'Euro, nouvelle pierre angulaire de l'Union européenne.

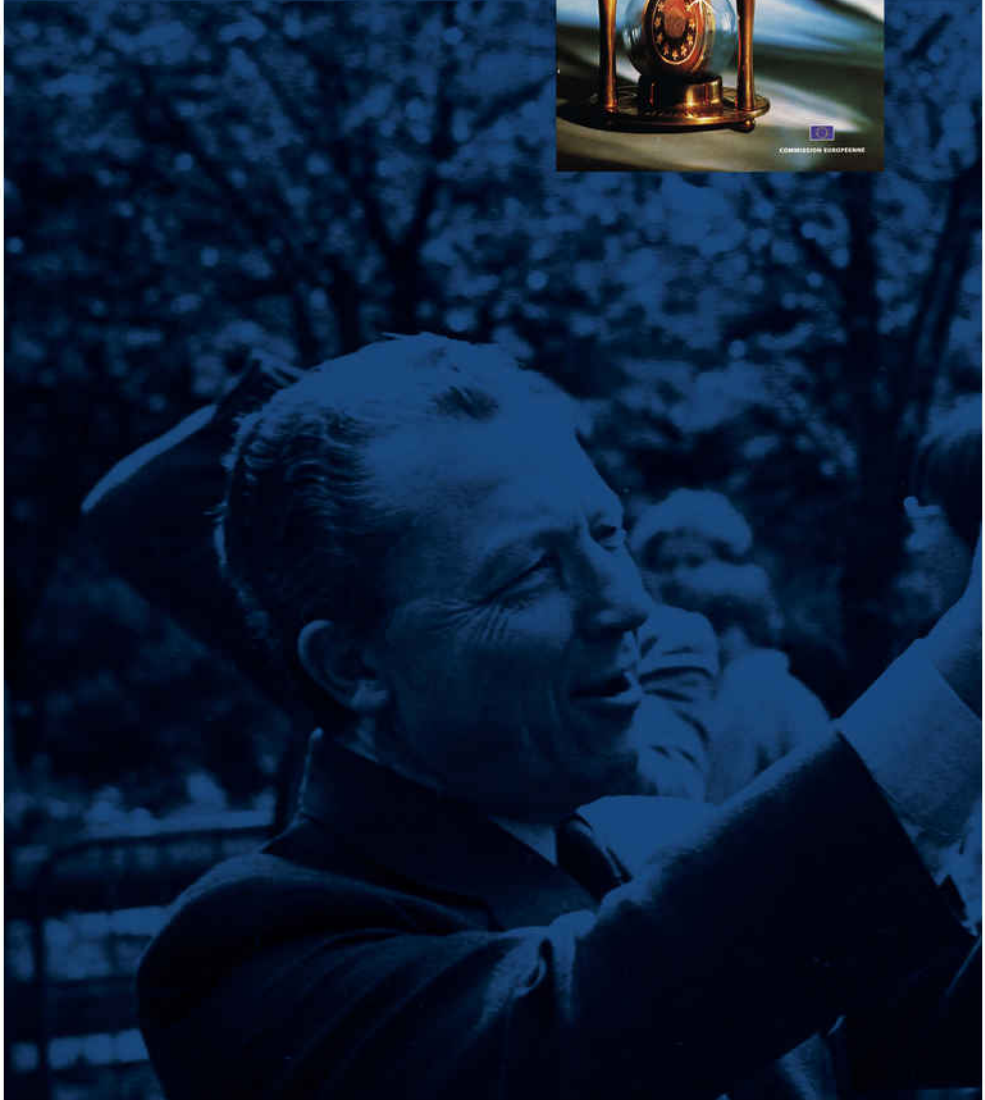


« Livre Blanc » de la Commission sur le marché intérieur publié en vue du Conseil européen de Milan (1985) (AHL/3)



Article du Financial Times sur la création du marché unique (AHL/3)

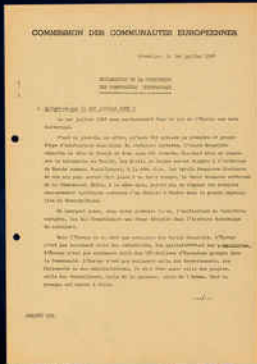
Bien faire collaborer sur l'Union économique et monétaire publiée par la Commission européenne en 1990 (AHL/3)





LA CONSTRUCTION DU MARCHÉ INTÉRIEUR

L'UNION DOUANIÈRE



Déclaration de la Commission des Communautés européennes sur la mise en place d'une union douanière entre les six pays fondateurs en 1968 (AHTLU)



Arrêt de la Cour de Justice des Communautés européennes 1969 dans l'affaire 117/68 en date du 15/06/69. Ce arrêt constitue l'application directe et la signature du droit communautaire sur celui des pays fondateurs (AHTLU)

SCHENGEN



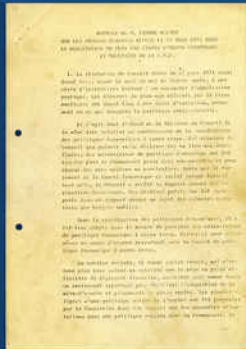
Lettre de Jacques Delors, Président de la Commission des Communautés européennes, à l'origine du texte de la Convention de Schengen, présentée au Parlement européen, le 26/06/85 (AHTLU)



Progression du point de passage frontalier au cas de la Belgique. Les membres du Comité des Ministres de l'Association des États de la Zone Frontalière ont signé le 14/06/85 le traité de Schengen (AHTLU / Accord Schengen)



VERS UNE MONNAIE UNIQUE



Rapport de la Commission Interdollar, par Pierre Wirtgen. Texte original: français, espagnol, sur les projets accueillis dans la Fédération de plus d'Union économique et monétaire (AMU/UE).



Valéry Giscard d'Estaing, Président de la République Française, et Helmut Schmidt, Chancelier de la République Fédérale d'Allemagne, lors d'une conférence de presse à l'occasion de la signature de la Convention de la Monnaie Unique (AMU/UE).



Rassemblement du Conseil européen à Bruxelles, 27 et 28 juin 1978. Texte original: français, espagnol, sur les projets accueillis dans la Fédération de plus d'Union économique et monétaire (AMU/UE).

Committee of Governors of the Central Banks of the Member States of the European Economic Community

DRAFT STATUTE OF THE EUROPEAN SYSTEM OF CENTRAL BANKS

AND OF THE EUROPEAN CENTRAL BANK

27th NOVEMBER 1969

Statut de l'Union des Banques Centrales Européennes (UEB) adopté par le Conseil des Gouverneurs des Banques Centrales des États membres de la Communauté Economique Européenne. La CEE est créée le 1er juin 1978 (AMU/UE).

ARTICLE 1 - OBJECTIVES OF THE SYSTEM

ARTICLE 2 - OBJECTIVES

ARTICLE 3 - OBJECTIVES AND TASKS OF THE SYSTEM

ARTICLE 4 - OBJECTIVES

ARTICLE 5 - OBJECTIVES

ARTICLE 6 - OBJECTIVES

ARTICLE 7 - OBJECTIVES

ARTICLE 8 - OBJECTIVES

ARTICLE 9 - OBJECTIVES

ARTICLE 10 - OBJECTIVES

ARTICLE 11 - OBJECTIVES

ARTICLE 12 - OBJECTIVES

ARTICLE 13 - OBJECTIVES

ARTICLE 14 - OBJECTIVES

ARTICLE 15 - OBJECTIVES

ARTICLE 16 - OBJECTIVES

ARTICLE 17 - OBJECTIVES

ARTICLE 18 - OBJECTIVES

ARTICLE 19 - OBJECTIVES

ARTICLE 20 - OBJECTIVES

ARTICLE 21 - OBJECTIVES

ARTICLE 22 - OBJECTIVES

ARTICLE 23 - OBJECTIVES

ARTICLE 24 - OBJECTIVES

ARTICLE 25 - OBJECTIVES

ARTICLE 26 - OBJECTIVES

ARTICLE 27 - OBJECTIVES

ARTICLE 28 - OBJECTIVES

ARTICLE 29 - OBJECTIVES

ARTICLE 30 - OBJECTIVES

ARTICLE 31 - OBJECTIVES

ARTICLE 32 - OBJECTIVES

ARTICLE 33 - OBJECTIVES

ARTICLE 34 - OBJECTIVES

ARTICLE 35 - OBJECTIVES

ARTICLE 36 - OBJECTIVES

ARTICLE 37 - OBJECTIVES

ARTICLE 38 - OBJECTIVES

ARTICLE 39 - OBJECTIVES

ARTICLE 40 - OBJECTIVES

ARTICLE 41 - OBJECTIVES

ARTICLE 42 - OBJECTIVES

ARTICLE 43 - OBJECTIVES

ARTICLE 44 - OBJECTIVES

ARTICLE 45 - OBJECTIVES

ARTICLE 46 - OBJECTIVES

ARTICLE 47 - OBJECTIVES

ARTICLE 48 - OBJECTIVES

ARTICLE 49 - OBJECTIVES

ARTICLE 50 - OBJECTIVES

ARTICLE 51 - OBJECTIVES

ARTICLE 52 - OBJECTIVES

ARTICLE 53 - OBJECTIVES

ARTICLE 54 - OBJECTIVES

ARTICLE 55 - OBJECTIVES

ARTICLE 56 - OBJECTIVES

ARTICLE 57 - OBJECTIVES

ARTICLE 58 - OBJECTIVES

ARTICLE 59 - OBJECTIVES

ARTICLE 60 - OBJECTIVES

ARTICLE 61 - OBJECTIVES

ARTICLE 62 - OBJECTIVES

ARTICLE 63 - OBJECTIVES

ARTICLE 64 - OBJECTIVES

ARTICLE 65 - OBJECTIVES

ARTICLE 66 - OBJECTIVES

ARTICLE 67 - OBJECTIVES

ARTICLE 68 - OBJECTIVES

ARTICLE 69 - OBJECTIVES

ARTICLE 70 - OBJECTIVES

ARTICLE 71 - OBJECTIVES

ARTICLE 72 - OBJECTIVES

ARTICLE 73 - OBJECTIVES

ARTICLE 74 - OBJECTIVES

ARTICLE 75 - OBJECTIVES

ARTICLE 76 - OBJECTIVES

ARTICLE 77 - OBJECTIVES

ARTICLE 78 - OBJECTIVES

ARTICLE 79 - OBJECTIVES

ARTICLE 80 - OBJECTIVES

ARTICLE 81 - OBJECTIVES

ARTICLE 82 - OBJECTIVES

ARTICLE 83 - OBJECTIVES

ARTICLE 84 - OBJECTIVES

ARTICLE 85 - OBJECTIVES

ARTICLE 86 - OBJECTIVES

ARTICLE 87 - OBJECTIVES

ARTICLE 88 - OBJECTIVES

ARTICLE 89 - OBJECTIVES

ARTICLE 90 - OBJECTIVES

ARTICLE 91 - OBJECTIVES

ARTICLE 92 - OBJECTIVES

ARTICLE 93 - OBJECTIVES

ARTICLE 94 - OBJECTIVES

ARTICLE 95 - OBJECTIVES

ARTICLE 96 - OBJECTIVES

ARTICLE 97 - OBJECTIVES

ARTICLE 98 - OBJECTIVES

ARTICLE 99 - OBJECTIVES

ARTICLE 100 - OBJECTIVES

Presidency Conclusions - Madrid (12 and 13 December 1985)

ECONOMIC REVALUATION OF EUROPE IN A SOCIALLY INTEGRATED FRAMEWORK

A. ECONOMIC AND MONETARY UNION

1. The timetable for the changes to the single currency

2. The European Council confirms that 1 January 1999 will be the starting date for Stage 2 of Economic and Monetary Union, in accordance with the arrangements, criteria, conditions and procedures set down in the Treaty

The European Council confirms that a high degree of economic convergence is a precondition for the Treaty objective to create a single currency

3. The terms of the new currency is an important element in the preparation of the transition to the single currency, which partly determines the price stability of Economic and Monetary Union. The European Council considers that the terms of the single currency must be the same in all the official languages of the European Union, using the same meaning of identical signification. It must be simple and pronounceable

4. The European Council therefore decides that, as of the start of Stage 2, the name given to the European currency will be Euro. This name is used as a full name, not as a suffix to be attached to the national currency names

The specific name Euro will be used instead of the generic term "ECU" used by the Treaty to refer to the European currency unit

The Governments of the Member States have followed the common agreement that the decision is the agreed and definitive interpretation of the relevant Treaty provisions

DE VRIES

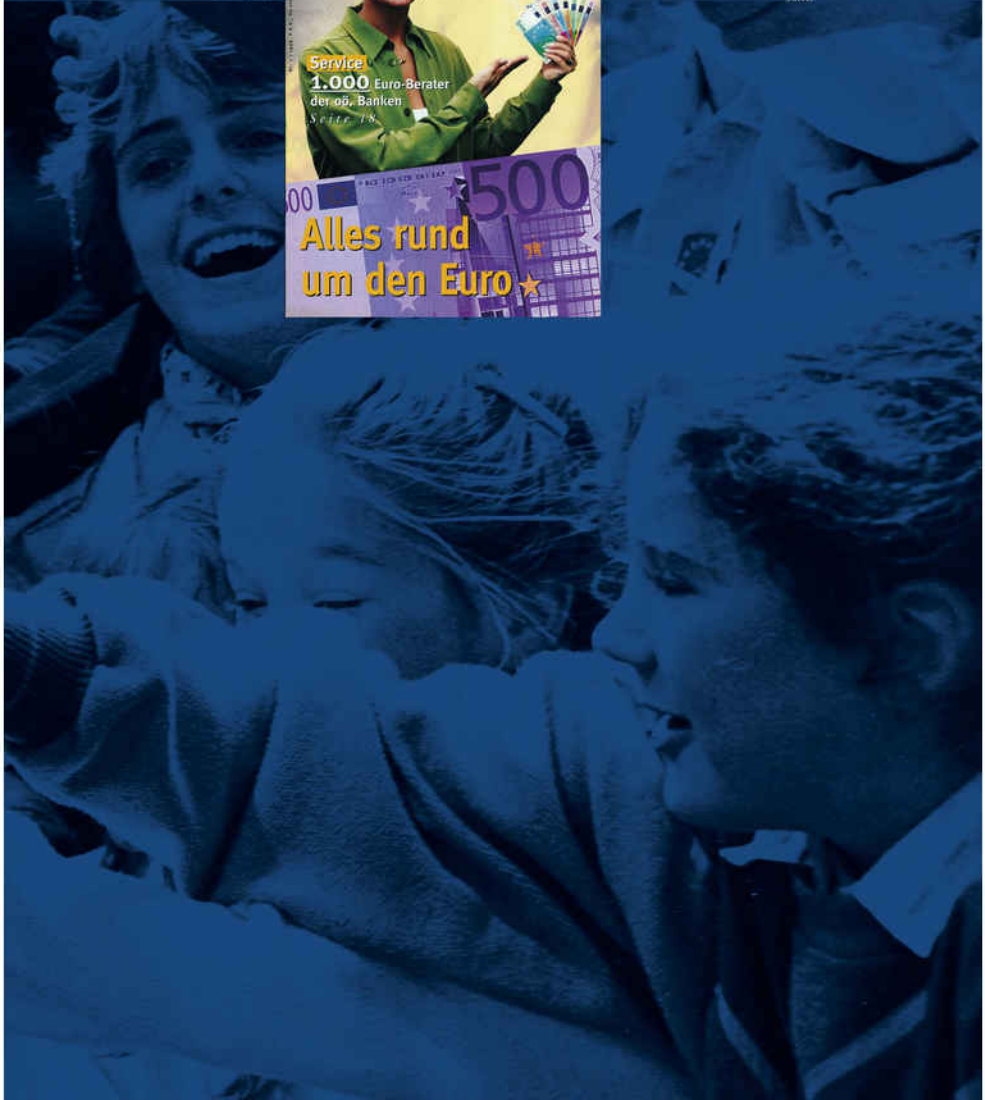
Conclusions du Conseil européen de Madrid en décembre 1985 concernant la Monnaie Unique. Texte original: français, espagnol, sur les projets accueillis dans la Fédération de plus d'Union économique et monétaire (AMU/UE).

Service 1.000 Euro-Berater der oö. Banken

Seit 18.

Alles rund um den Euro

Recherche en relation avec la campagne d'information sur l'introduction de l'Euro dans les pays membres de la CEE. Texte original: français, espagnol, sur les projets accueillis dans la Fédération de plus d'Union économique et monétaire (AMU/UE).



LA DIMENSION SOCIALE ET LA CITOYENNETÉ EUROPÉENNE

Dès sa création, la CEE chercha à établir une politique sociale communautaire. Des références aux aspects sociaux de l'intégration économique étaient déjà présentes dans les traités établissant la CECA (1952), la CEE et la CEEA (1957). Les Traités de Rome envisagèrent la création d'un Comité économique et social ainsi que d'un Fonds social européen. Ce n'est toutefois qu'au début des années 70 que la CEE s'attela à l'élaboration de programmes répondant aux implications de l'intégration croissante du marché.

La santé et la sécurité sociale, la libre circulation, la formation professionnelle, l'égalité des salaires et la campagne contre la pauvreté furent les principaux points sur lesquels se penchèrent les institutions communautaires concernant les travailleurs.

Le Parlement européen de son côté participa également à la création d'une politique sociale européenne, en particulier grâce au renforcement de son poids dans le processus décisionnel. Son importance croissante consacrée par les élections directes, tenues pour la première fois en juin 1979, représentèrent un pas décisif vers une Europe plus démocratique.

La volonté de créer un réel *demos* européen amena les institutions communautaires dans les années 80 à promouvoir des programmes destinés aux nouvelles générations. Le programme ERASMUS, lancé avec l'Action Jean Monnet et le programme COMETT dans les années 80, représente l'une des initiatives les plus réussies de la CEE/UE. Le soutien à la formation et les incitations à la mobilité européenne visèrent non seulement à satisfaire les besoins liés au marché unique mais aussi à diffuser une identité européenne.



Premier rapport de la Commission des Affaires sociales du Parlement européen sur l'avenir de la Communauté économique européenne, décembre 1974 (ARJUE)



Affiche de l'Exposition "L'Europe est Femme" Des Traités de Rome à l'Europe 79. Le long chemin vers l'égalité" du 10 avril - 24 février 1981, Museo Civico di Storia Contemporanea, Milano (ARJUE)



Congreso vincente de la izquierda comunista de la primera legislatura del Parlamento europeo de su suffragio universal, celebrado por Europa 79, 14 julio 1979 (ARJUE)

EBU-UER

EUROPEAN ELE
ELECTIONS EUR

EUROPEAN
PARTI POPU



410

PROGRES
DEMOCRAT

VERS UNE POLITIQUE SOCIALE EUROPÉENNE

Une interview exclusive du professeur **Lionello Levi-Sandri** membre de la commission de la C.E.E.



Lionello Levi-Sandri, économiste européen. Membre titulaire de 1961 à 1970 et P. du programme de progrès social au sein de la Commission (SAREU).



Cet état des lieux permet de mieux saisir l'actualité de la Commission de la CEE sur la situation sociale au sein de la Communauté, en 1974 (SAREU).



« Programme d'action sociale » (1974) Bulletin de la CEE commentant le programme quinquennal, dans le contexte social des années 70. La Commission d'initiative directrice sur l'égalité de traitement entre hommes et femmes, la formation et la promotion professionnelle ainsi que les conditions de travail (SAREU).

INCLUSION SOCIALE



Rapport de la Commission parlementaire des Affaires sociales et du travail sur la situation sociale dans la Communauté des CEE relatives à un programme de lutte contre la pauvreté. (L'avis DES (SAREU) sur la situation sociale dans les pays en transition (SAREU)).

DROITS DES TRAVAILLEURS



Rapport de la Commission parlementaire des Affaires sociales et du travail sur le statut des travailleurs dans la Communauté, en 1974 (SAREU).



Mouvement devant la Porte de Brandebourg à Berlin, Allemagne, le 12 novembre 1989. Une manifestation pour la liberté et la démocratie en Europe (SAREU).

EGALITÉ HOMMES/FEMMES



Recommandation de la Commission européenne sur l'égalité de traitement (Article 119 du Traité de la CEE sur l'égalité des salaires entre hommes et femmes, 20 juillet 1975) (SAREU).



Miguel Corcuera, secrétaire général de la Famiglia Socialista des Lerzer, est le secrétaire allemand et Josep Lluís Corcuera, secrétaire d'Etat principal, lors de la réunion informelle des ministres européens pour l'égalité et la justice à l'Est (SAREU), Allemagne, 15 mai 2007. À cette occasion, les ministres ont déclaré sur l'égalité des sexes dans l'Union européenne (ANSA-EPA/Alfonso Luciani).

ESTIMATION		BY COUNTRY		
VOTES %	SEATS SIEGES	% VOTES	% SEATS	
PEOPLES PARTY LAIRE EUROPEEN	2	B	36.3	
LIBERALS LIBERAUX		LD	16.3	12.0
SOCIALISTS SOCIALISTES	1		25.4	37.3
COMMUNISTS COMMUNISTES			3.3	3.7
CONSERVATIVES CONSERVATEURS		C		14.9
SOCIAL DEMOCRATS ES DE PROGRES				14.8
			18.7	17.5

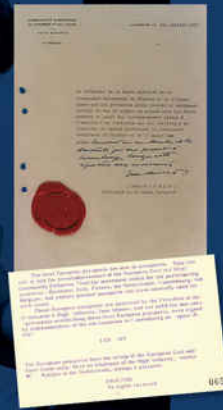
IDENTITÉ EUROPÉENNE ET POLITIQUE DE L'ÉDUCATION



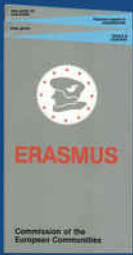
Rapport de la commission juridique et des affaires parlementaires européennes sur la situation d'un certain nombre d'États membres (1962) (A1012)



Premier exemple d'un passeport européen défini en 1952 au sein du Conseil de l'Europe par Jean Monnet, Président de la Haute Assemblée de la CECA (A1012)



ÉDUCATION ET FORMATION



Brochure informative sur le programme ERASMUS (1984) (A1012)

Proposition de décision du Conseil portant adoption du Programme ERASMUS (1984) (A1012)



Célébration organisée par la Commission européenne à l'occasion de premier million d'étudiants ERASMUS (A1012)

CITOYENNETÉ EUROPÉENNE



Europe for Citizens Forum programme de l'initiative de la Commission européenne destinée à encourager de nouvelles formes de participation et de mobilisation des citoyens européens, une réunion sur le thème de la citoyenneté européenne (A1012)



Rapport du Parlement européen sur la participation des citoyens et des acteurs locaux au système institutionnel de l'Union européenne, 28 octobre 1998 (A1012)

L'Europe c'est l'espoir.

JEUDI 5 AVRIL 1979
18h - 21h, au Grand Amphithéâtre de la Sorbonne

FORUM ÉLECTIONS EUROPÉENNES
Edgar FAURE, les RESPONSABLES JEUNES des Partis Politiques des NEUF débattent avec VOUS de cet événement

Mobilisation organisée par la COMMISSION JEUNES de l'Association Européenne des Universités (AEU) - 10, rue de Valenciennes

POUR ou CONTRE, VENEZ TOUS
10 JUIN 79
CHOISISSEZ VOTRE EUROPE

Dépliants du Forum avec les engagements des Neuf pour le Mouvement Européen en vue des premières élections locales de l'Union européenne (A1012)



L'EUROPE DANS LE MONDE

Dès l'origine, la Communauté européenne était ouverte à l'adhésion de **NOUVEAUX MEMBRES**. Elle devint progressivement un partenaire privilégié des **PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT** et un acteur majeur sur la scène du **COMMERCE INTERNATIONAL**.

Du soutien aux transitions démocratiques en Grèce, Espagne et Portugal dans les années 70 jusqu'aux candidatures à l'adhésion des nouvelles démocraties d'Europe centrale et de l'Est après la guerre froide, l'élargissement de la CE/UE a œuvré au maintien de la paix sur le continent européen. Pour sa contribution à « la paix, [à] la réconciliation, [à] la démocratie et [aux] droits de l'homme », l'UE s'est vu décerner le **PRIX NOBEL DE LA PAIX** en 2012.

Le processus d'élargissement se fit parallèlement au renforcement de la dimension internationale de la CEE/UE. Entre 1963 et 2000, les accords de **YAOUNDÉ, LOMÉ** et **COTONOU** firent de l'UE l'un des principaux acteurs dans le domaine de la coopération et du développement international. A partir des années 60, par le biais de la **POLITIQUE COMMERCIALE COMMUNE**, la CEE/UE signa des

accords commerciaux directement avec les pays tiers et participa à des négociations commerciales internationales. Concernant la politique étrangère, l'Europe nourrit à partir des années 70 l'ambition de s'exprimer « d'une seule voix ». Cette ambition fut renforcée dans les années 90 après la fin de la guerre froide et l'échec de la gestion de la crise yougoslave. L'inauguration de **LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET DE SÉCURITÉ COMMUNE** (1992) et de la **POLITIQUE DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE COMMUNE** (1999) tendit à améliorer la sécurité des États membres en consolidant, au-delà des frontières de l'UE, le respect de l'Etat de droit et des droits de l'Homme ainsi qu'en aidant à désamorcer des conflits internationaux. Dans ce sens, l'Union agit sur la base d'intérêts stratégiques communs à d'autres organisations mondiales, telles que les **NATIONS UNIES** et l'**ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD** (OTAN). La création d'un service diplomatique (**SERVICE EUROPÉEN POUR L'ACTION EXTÉRIÈRE**) par le **TRAITÉ DE LISBONNE** fut le résultat d'une décennie d'efforts pour faire de l'UE un acteur décisif sur l'échiquier mondial.



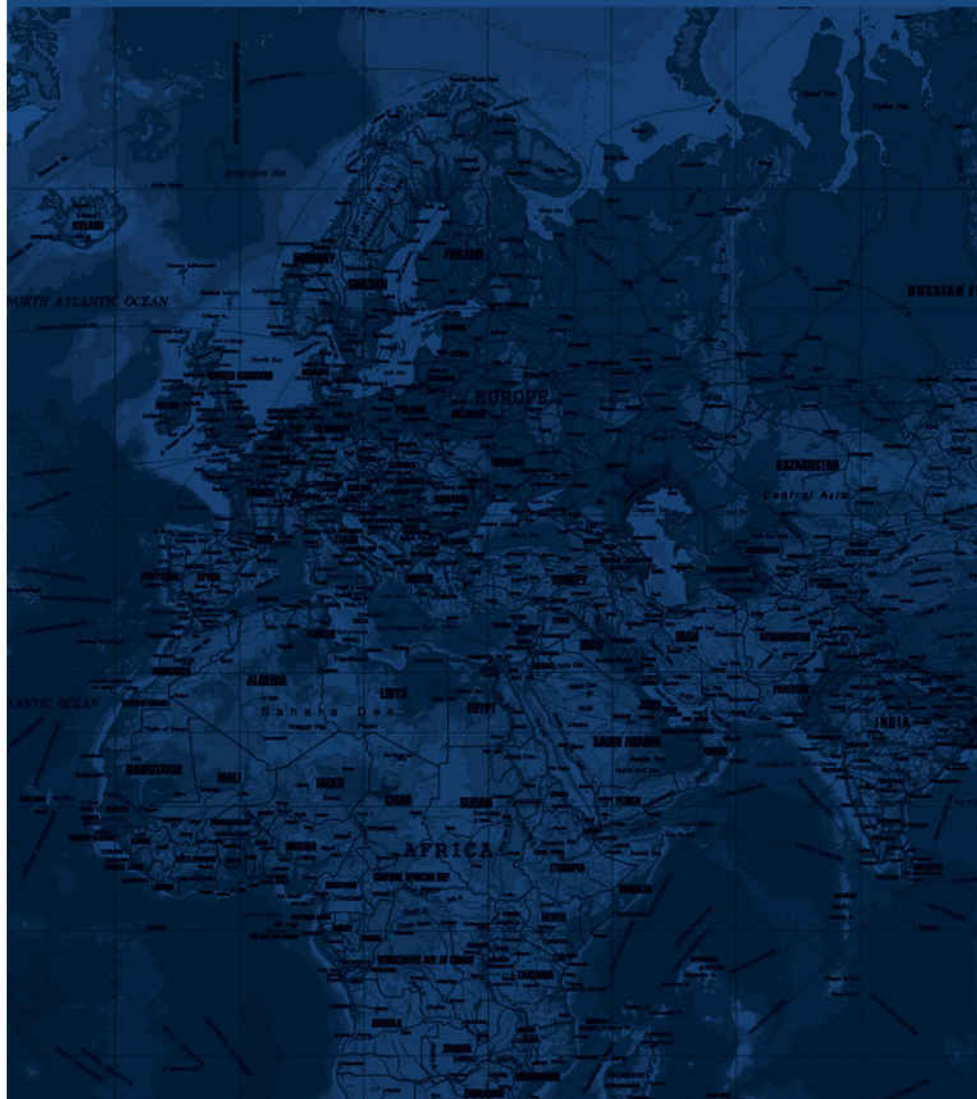
Prix de l'Union Européenne au Kenya décerné par la CEE à la fin des années 70 dans le cadre de la politique de coopération au développement en faveur de la Commission de Lomé (signé en 1979) (A1117).



Helmut Kohl, Président de l'Allemagne, et José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne, reçoivent le Prix Nobel de la Paix décerné à l'UE, le 10 Décembre 2012 (CE Services Institutionnels/George Brindley/Agf)



Josep Borrell, président (État Républicain) pour la Politique étrangère et de sécurité commune de l'UE (mars 1998 et 2009) (A1118).



ÉLARGISSEMENT DE LA CE/UE

DELORS DEVOILE SA THEORIE DES DOMINOS



1973

PARERE DELLA COMMISSIONE AL CONSIGLIO sulla domanda di adesione del Regno Unito, dell'Irlanda, della Danimarca e della Norvegia

1973, l'anno degli accordi per l'adesione del Regno Unito, dell'Irlanda, della Danimarca e della Norvegia alla Comunità Economica Europea. La Commissione europea, presieduta da Jacques Delors, emette il suo parere favorevole all'adesione dei quattro paesi scandinavi e britannici. L'adesione avviene il 1° gennaio 1973.

1981

Document d'information de la Commission européenne sur les aspects agricoles de l'élargissement à la Grèce en janvier 1981 (A1813)

1986

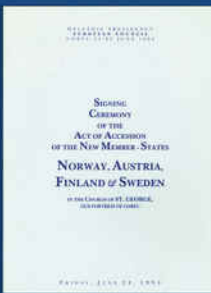
Après de longues et complexes négociations, l'Espagne et le Portugal rejoignent le traité d'adhésion le 13 juin 1986 et deviennent membres de la CEE le 1er janvier 1986 (C2, Services Adm/Adm/Ch).

1990

Etat des lieux de l'adhésion de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal à la Communauté économique européenne, Bruxelles, 4 mars 1990 (A1813)

1995

Continuar de negociar de acord cu statele membre ale UE pentru a facilita aderarea la Uniune a Finlandei, Austriei si a Suedei. 24 mai 1994. Cei trei deveneau membri la 1° ianuarie 1995 la Uniune care reprezenta o extindere a UE (A1813)



1995

Signature du traité d'adhésion de la Croatie à Bruxelles, 9 décembre 2011. La Croatie devient membre officiel de l'UE le 1er juillet 2013 (A1813)



2004

Clădirea la Dublin la 17 mai 2004 a Fecundării de Elargire la 10 state membre: Cehia, Estonia, Letonia, Lituania, Polonia, Republica Cehă, Slovacia, Slovenia și Ungaria (A1813)



2013

Signature du traité d'adhésion de la Croatie à Bruxelles, 9 décembre 2011. La Croatie devient membre officiel de l'UE le 1er juillet 2013 (A1813)



Vice de Romania, Presedinte al Comisiunii europene, a prezentat la Adunarea de la Varșovia acordul de aderare a Poloniei (A1813)

2007

L'UE grandement élargie de 2004 fut élargie le 1er janvier 2007 avec l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie (A1813) (George Bologhina)



IDENTITÉ INTERNATIONALE

DÉVELOPPEMENT ET COOPÉRATION

LA CEE/UE SUR L'ÉCHIQUIER MONDIAL

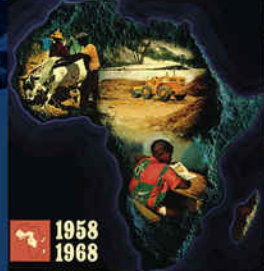


Vues d'une délégation japonaise guidée par le Premier ministre Hayato Ikeda et reçue par le Président de la Commission européenne Walter Hallstein, 11 novembre 1962. Dites fondatrices de la CEE. Ce moment fut le premier comme un membre de la communauté internationale (CE Services Audiovisuels).



Délégation de la Commission européenne aux négociations de commerce international dans "Marshall House" (1963 - 1967). De gauche à droite : Walter Hallstein, Président de la Commission européenne, Jean Ray, Commissaire européen aux Relations extérieures et Theodore Kyprianou (Représentant spécial de la CEE auprès du TAIEFAC). CEE chargée des négociations que la CEE valorise pour la première fois d'une seule voix à ses partenaires commerciaux (CE Services Audiovisuels).

FONDS EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT



1958
1968

Bouclier publicitaire pour la Commission européenne à l'occasion du 10^{ème} anniversaire de la création du Fonds européen de développement, principal instrument de l'aide au développement (AFD).



Rapport publié en octobre 1970 sur le compte d'opérations de l'Agence française de coopération au milieu de la coopération en matière de politiques régionales avec les États membres de la CEE (AFDUE).



Lettre du Président de la République René Coty, 1965, au Président de la Commission européenne Jacques Delors, exprimant sa gratitude pour l'aide humanitaire fournie par l'UE, 11 octobre 1993. Après la chute de Mao Zedong, la CEE devient un acteur pour les pays concernés par la politique européenne sous l'opaque para-communisme (AFDUE).



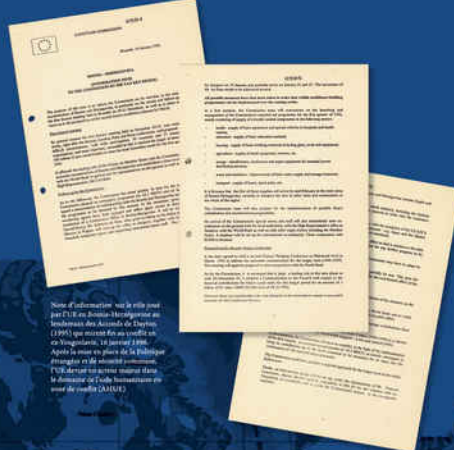
Commissariat de presse publié à l'occasion de la signature de la Commission de Lund en 1973 entre la CEE et 16 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Cette convention, sur la base de l'Accord de Commerce (1960) qui stipule également les relations entre l'UE et les ACP (AFDUE).



Commissariat de presse publié à l'occasion de la signature de la Commission de Lund en 1973 entre la CEE et 16 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Cette convention, sur la base de l'Accord de Commerce (1960) qui stipule également les relations entre l'UE et les ACP (AFDUE).



Livraison de douanes de permis délivrés à la Fédération Russe, 1991 (CE Services Audiovisuels).



Note d'information sur le rôle joué par l'UE en matière d'organiser au sein des Accords de Commerce (1994) qui ont été un succès en coopération, 14 janvier 1998. Après la chute de Mao Zedong, l'UE devient un acteur majeur dans le domaine de l'aide humanitaire en cas de conflit (AFDUE).

